

**Séance ordinaire du  
mardi 26 juin 2018**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Sécurité publique**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Séverine SCUDIER, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

**Absents :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Clare HART, Audrey LLEDO, Chantal MARION.

**Excusés :** Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

**Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier  
Gestion de la Maison de la Justice et du Droit de Lattes  
et dispositif Travaux d'Intérêt Général / mesure pénale de réparation  
Autorisation à signer la convention**

Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) de la Ville de Montpellier créé en 2006 a développé une expertise et une expérience concernant l'ingénierie et la gestion des dispositifs partenariaux avec les services de la Justice.

A ce titre, il participe au fonctionnement et au pilotage de la Maison de la Justice et du Droit (MJD) implantée sur le secteur Nord de la commune de Montpellier, au cœur du quartier de Celleneuve.

Cette MJD créée par la Loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998, vise à favoriser l'accès au droit et la résolution amiable des conflits. Facteur de cohésion sociale, cet équipement se présente comme un lieu de justice de proximité et d'accès aux droits ouverts à tous.

Ce service de justice et de proximité vise à :

- garantir à tous l'accès à une information juridique de qualité ;
- permettre gracieusement à toute personne de connaître ses droits ou d'exercer ses obligations, grâce à l'intervention de professionnels habilités ou d'associations spécialisées ;
- permettre aux personnes d'être informées orientées, assistées dès que surgissent des difficultés juridiques, de bénéficier de la possibilité de résoudre à l'amiable les conflits.

Dans l'objectif d'assurer au mieux son fonctionnement, cette instance est placée sous l'autorité du Président du Tribunal de Grande Instance (Président du Conseil Départemental de l'accès au Droit de l'Hérault) et du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

Afin de conforter la couverture géographique des services d'accès aux droits et de justice de proximité, sur l'ensemble du territoire Métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté, par délibération du 20 décembre 2017, le projet de création d'une seconde MJD à Boirargues, commune de Lattes. Par une seconde délibération en date du 20 juin 2018, la Métropole a validé la convention organisant le partenariat entre la Métropole et les services du Ministère de la Justice pour la création et le fonctionnement de cette MJD.

Par ailleurs, le CLSPD, en partenariat étroit avec les services sociaux de la Justice, Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) et Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) a mis en œuvre une gestion adaptée du dispositif Travaux d'Intérêt Général (TIG)/mesure pénale de réparation.

C'est pourquoi, afin de mener à bien les missions inhérentes à la création, la gestion au quotidien de cette nouvelle MJD, et garantir une bonne gestion du dispositif d'accueil des TIG/mesures de réparation, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite bénéficier du savoir-faire du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) relevant de la Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique (DSTP) de la Ville de Montpellier.

Pour ce faire, en application des dispositions de l'article L 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales, un projet de convention de gestion a été établi précisant les conditions dans lesquelles la ville de Montpellier, via son CLSPD, assurerait pour le compte de la Métropole la participation de celle-ci au fonctionnement de la MJD.

Ladite convention est jointe en annexe à la présente. Elle précise les missions assumées par la Ville de Montpellier pour le compte de la Métropole ainsi que le remboursement par cette dernière des moyens humains affectés à ces missions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les termes de la convention de gestion précisant les missions effectuées par la Ville de Montpellier pour le compte de la Métropole et leur remboursement par la Métropole;

- d'autoriser monsieur le Maire ou madame l'adjointe déléguée à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 29 juin 2018**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention gestion MJD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20180628-44760-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/07/18  
Réception en Préfecture : 09/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.